



**DR. ANGELICA SCHWALL-DÜREN**

MITGLIED DES DEUTSCHEN BUNDESTAGES  
STELLVERTRETENDE VORSITZENDE  
DER SPD-BUNDESTAGSFRAKTION

---

**Déclaration**  
**sur le vote du projet de loi de cautionnement de garanties**  
**pour le maintien de la solvabilité de la République hellénique**  
**et la stabilité financière au sein de l'Union Monétaire**

**7 mai 2010**

Du fait de son comportement irresponsable, de ses hésitations, de ses louvoiements et de son manque de lucidité sur l'urgente nécessité de notre aide à la Grèce, le gouvernement allemand a conduit à un isolement de notre pays à l'échelle internationale et européenne et à un attisement des spéculations sur les marchés financiers.

Je considère comme totalement insuffisante la position de la coalition du gouvernement allemand, qui s'obstine à refuser de prendre les mesures cruciales pour éviter une future crise du système financier international, ainsi que les crises de l'économie réelle et des budgets publics qui en découleraient.

L'importance de la crise du budget public grec va au-delà de la seule économie grecque. Au-delà des causes internes d'un endettement insoutenable, des retards pris dans les projets de modernisation et d'un taux d'inflation surévalué, la Grèce a été victime ces derniers mois d'attaques spéculatives de la part des acteurs financiers internationaux. Si la crise et les spéculations ne sont pas endiguées, l'incendie risque de se propager, d'autres pays tombant dans la ligne de mire des fonds spéculatifs, avec pour conséquence une déstabilisation de l'Union Monétaire dans son ensemble.

Toutes les tentatives des pays de la zone Euro ou de la Commission de stopper les spéculateurs par le biais d'aides explicites à la Grèce ont été torpillées par le gouvernement allemand. La litanie sempiternelle des affirmations selon lesquelles la Grèce devait d'abord faire ses devoirs et présenter un plan de rigueur ont jeté le doute sur les aides et invité par là les spéculateurs à continuer à parier sur une banqueroute publique.

Au lieu d'exposer les faits à la population allemande et d'informer sur la nécessité de l'aide, le gouvernement et les partis qui le composent n'ont perdu aucune occasion de servir et de renforcer les ressentiments les plus gratuits, les préjugés, les mensonges et les calomnies, publiés pendant des semaines dans quelques médias allemands dans le cadre d'une campagne de dénigrement sans précédent. Leur seule motivation : ils croyaient par là gagner des points pour les élections régionales dans le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie.

Cette tactique d'atermoiement du gouvernement allemand a conduit non seulement à ce que les emprunts publics grecs émis récemment soient payés à des taux d'intérêt surélevés par les spéculations, mais aussi à ce qu'un mécanisme d'aide soit nécessaire, avec des garanties bancaires nettement plus élevées qu'elle ne l'auraient été à l'origine.

Jusqu'à très récemment, le gouvernement allemand a donné l'impression que le plan de sauvegarde consistait en des aides directes issues du budget fédéral et non en une garantie pour des crédits, qui pourraient rapporter à la banque publique KfW (*Banque de crédit pour la reconstruction* - équivalent de la Caisse des Dépôts française), et par là même aux contribuables allemands. Il a en outre donné l'impression que le gouvernement et le parlement grecs n'avaient adopté des mesures de grande ampleur que parce qu'ils avaient été poussés par la menace du refus allemand.

Le gouvernement « noir et jaune » (conservateur et libéral) n'a tiré aucun enseignement de la crise financière et économique. Pour des raisons idéologiques, il se refuse à faire participer les responsables et profiteurs de la crise aux frais qui en découlent. Il refuse de réguler les marchés financiers, de manière à endiguer les spéculations et à supprimer à l'avenir les dangers présentés par le secteur financier pour l'économie réelle ou les espaces monétaires dans leur ensemble. Il est inacceptable que ceux qui ont causé la crise financière et économique profitent à nouveau des mesures d'aide d'une crise dans laquelle ils ont plongé la zone euro.

Il est grand temps que le gouvernement allemand s'attelle activement à une régulation des marchés financiers, à une participation des acteurs financiers aux frais occasionnés par la crise, et à l'introduction d'une coordination des politiques économiques au sein de l'Union Européenne, afin d'endiguer durablement les déséquilibres des balances de paiements courants (voir les exigences formulées dans le texte d'amendement du SPD). Ceci est tant dans l'intérêt de l'Union toute entière que dans l'intérêt de l'Allemagne.

Je reste intimement persuadée que les Etats-membres de l'Union Monétaire dont l'Allemagne ont le devoir d'assister le gouvernement grec par le biais du plan de sauvegarde qui a été décidé. Le gouvernement allemand a, selon moi, par ses hésitations et ses contradictions des dernières semaines dictées par la campagne électorale, mis gravement en danger le plan de rigueur massif déjà décidé par le gouvernement grec. Il a participé à la mise sous pression de l'euro, mettant en danger la prospérité de l'Union Monétaire dans son ensemble, et par là même de l'Allemagne. Les dégradations récentes par les agences de notations des notes de crédit de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne montrent le caractère dramatique de la situation. Une aide est nécessaire pour freiner ces évolutions.

Le gouvernement social-démocrate dirigé par Georgios Papandreou à Athènes a hérité des conservateurs en octobre dernier un endettement public inédit. En publiant le réel déficit du budget grec, Papandreou a endossé la responsabilité politique pour les abus des dernières décennies. Le pays se trouve depuis dans une course contre le temps et contre les spéculations. Le gouvernement grec a adopté dans un temps record une longue série de lois dotées de mesures drastiques pour réduire le déficit public.

Ces réformes vont avoir des conséquences profondes pour la population grecque. La Grèce nécessite de toute urgence le soutien des Etats européens.

Je souhaite par mon approbation de la loi exprimer ma solidarité pour le peuple grec.